

## Arrêté ministériel portant nomination des membres de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes

A.M. 29-06-2022

M.B. 06-10-2022

### Modifications :

A.M. 04-04-2023 – M.B. 24-11-2023

A.M. 05-07-2023 – M.B. 19-12-2023

A.M. 08-11-2023 – M.B. 30-01-2024

A.M. 09-04-2024 – M.B. 17-05-2024

A.M. 30-05-2024 – M.B. 21-06-2024  
(n° CDA 52598)

A.M. 13-08-2024 – M.B. 30-09-2024  
(n° CDA 52721)

La Ministre de la Jeunesse,

Vu le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leurs fédérations, l'article 22;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 déterminant les modalités d'application du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leurs fédérations ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2017 portant nomination des membres de la Commission consultative des Maisons et Centres de Jeunes ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, l'article 13, 6° ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres de la commission consultative des maisons et centres de jeunes, siégeant avec voix délibérative :

1° au titre de représentants de la commission consultative des organisations de jeunesse et du Conseil de la Jeunesse de la Communauté française, en application de l'article 22, 1°, a) du décret:

*a) Pour la commission consultative des organisations de jeunesse :*

i) Monsieur Thibaut DE RADIGUES, en qualité de membre effectif, et Monsieur Denis TOUNE, en qualité de membre suppléant ;

ii) [Monsieur François NEMETH]<sup>1</sup>, en qualité de membre effectif, et Madame Julie BEN LAKHAL, en qualité de membre suppléant.

b) Pour le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française, Madame Louise LEBICHOT, en qualité de membre effectif, et Madame Myrtille BAKUNDE, en qualité de membre suppléant.

2° au titre de représentants des fédérations agréées dont la majorité des associations membres sont agréées comme maisons de jeunes, en application de l'article 22, 1°, c) et e) du décret:

---

<sup>1</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 8 novembre 2023

*a) Pour la Fédération des Maisons de Jeunes en Belgique Francophone :*

- i) Monsieur Cédric GARCET, en qualité de membre effectif, et Madame Nancy BRIJS, en qualité de membre suppléant ;
- ii) [Madame Colin REMY, en qualité de membre effectif, et Madame Lise CIRILLO, en qualité de membre suppléant]<sup>2</sup> ;
- iii) [Monsieur Benjamin CAMBRON]<sup>3</sup>, en qualité de membre effectif, et [Monsieur Alexandre JACQUES]<sup>4</sup>, en qualité de membre suppléant;
- iv) Madame Maïté DEWILDE en qualité de membre effectif, et [Monsieur José BAMBI]<sup>5</sup>, en qualité de membre suppléant ;
- v) Madame Jessica BINOT, en qualité de membre effectif, et [Madame Myriam SCHMITZ-PERRIN]<sup>6 7</sup>, en qualité de membre suppléant;
- vi) Monsieur Christophe MARECHAL, en qualité de membre effectif. et Madame Cécile LEBRUN, en qualité de membre suppléant.

*b) Pour la Fédération de maisons de jeunes Organisation de Jeunesse:*

- i) Madame Noura KALONGA, en qualité de membre effectif, et Monsieur Jean-Paul GODART, en qualité de membre suppléant;
- ii) [Monsieur Emmanuel GERARD]<sup>8</sup>, et Madame Muriel KUYPERS, en qualité de membre suppléant ;
- iii) Madame Dorota GOLIK, en qualité de membre effectif [et Madame Garance FAURE, en qualité de membre suppléante]<sup>9</sup>.

*c) Pour la Fédération des Centres de Jeunes en Milieu populaire:*

- i) Monsieur Jean-Philippe CALAMANT, en qualité de membre effectif, et Madame Jeanne-Marie SEVAUX, en qualité de membre suppléant;
- ii) Monsieur Olivier LEBLANC, en qualité de membre effectif, et [Monsieur Jérôme PESTIAUX]<sup>10</sup>, en qualité de membre suppléant;
- iii) Monsieur Pierre EVRARD, en qualité de membre effectif, et Madame Sandra MARCHAL, en qualité de membre suppléant ;
- iv) Monsieur Frédéric ADMONT, en qualité de membre effectif; et [Monsieur Louis WATHIEU]<sup>11</sup>, en qualité de membre suppléant.

3° au titre de représentants des fédérations agréées dont la majorité des associations membres sont reconnues comme centres de rencontres et d'hébergement ou comme centres d'information des jeunes, en application de l'article 22, 1°, d) et e) du décret :

*a) Pour la Fédération Infor-.Jeunes Wallonie Bruxelles :*

- i) Madame [Eloise CHOPIN]<sup>12</sup>, en qualité de membre effectif, et [Monsieur François NOIRHOMME]<sup>13</sup>, en qualité de membre suppléant ;

---

<sup>2</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 4 avril 2023

<sup>3</sup>Remplacé par l'arrêté ministériel du 30 mai 2024

<sup>4</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 5 juillet 2023

<sup>5</sup>Remplacé par l'arrêté ministériel du 30 mai 2024

<sup>6</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 4 avril 2023

<sup>7</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 8 novembre 2023

<sup>8</sup>Remplacé par l'A.M. 09-04-2024

<sup>9</sup> Ajouté par l'arrêté ministériel du 8 novembre 2023

<sup>10</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 5 juillet 2023

<sup>11</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 4 avril 2023

<sup>12</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 5 juillet 2023

<sup>13</sup>Remplacé par l'A.M. 04-09-2024

ii) Madame [Marie ROLET]<sup>14</sup>, en qualité de membre effectif, et [Monsieur Damien SCHOLLE]<sup>15</sup>, en qualité de membre suppléant.

b) *Pour le Service d'information sur les Etudes et les Professions*, Monsieur Karim MAJOROS, en qualité de membre effectif, et Monsieur Frédéric BIAR, en qualité de membre suppléant ;

c) *Pour le Centre d'information et de Documentation pour jeunes*, Madame Nadia ACHBANY, en qualité de membre effectif, et Madame Sandrine KIESCOMS, en qualité de membre suppléant ;

d) *Pour la Fédération des Auberges de Jeunesse*, [Madame Valérie WYNS]<sup>16</sup>, en qualité de membre effectif, et Monsieur Luc MESUERE, en qualité de membre suppléant;

e) *Pour la Coordination des Centres de rencontres et d'hébergement*, Madame Ana ETXABURU, en qualité de membre effectif, et [Monsieur Dorian KEMPENEERS]<sup>17</sup>, en qualité de membre suppléant.

4° au titre de représentants de chaque province francophone, en application de l'article 22, 1°, f) du décret:

a) Pour la Province de Liège, Monsieur Denis CLOSSET, en qualité de membre effectif, et Madame Estelle DENOEL, en qualité de membre suppléant ;

b) Pour la Province de Namur, Monsieur Samuel VANDEN HEEDE, en qualité de membre effectif, et Monsieur Julien DE VOS, en qualité de membre suppléant.

[c) Pour la Province de Hainaut, Madame Albine QUISENAIRE, en qualité de membre effectif, et Monsieur Maximilien ATANGANA, en qualité de membre suppléant;

d) Pour la Province du Brabant Wallon, Monsieur Tristan SCANIERE, en qualité de membre effectif.]<sup>18</sup>

**Article 2.** - Sont nommés membres de la commission consultative des maisons et centres de jeunes, siégeant avec voix consultative au titre de représentants de l'administration en application de l'article 22, 2° du décret:

a) Madame Celia DESHAYES, en qualité de membre effectif, et Monsieur Raphael GOBBELS, en qualité de membre suppléant ;

b) Madame Laurence HENRY, en qualité de membre effectif, et [Monsieur Calogero MAROTTA]<sup>19</sup>, en qualité de membre suppléant ;

c) Madame Audrey DONCEEL, en qualité de membre effectif, et Madame Kim Mai DANG-DUY, en qualité de membre suppléant.

---

<sup>14</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 5 juillet 2023

<sup>15</sup> Remplacé par l'arrêté ministériel du 5 juillet 2023

<sup>16</sup> Remplacé par l'A.M. 13-08-2024

<sup>17</sup> Remplacé par l'A.M. 13-08-2024

<sup>18</sup> Remplacé par l'arrêté du 5 juillet 2023

<sup>19</sup> Remplacé par l'A.M. 09-04-2024

**Article 3.** - L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2017 portant nomination des membres de la Commission consultative des Maisons et Centres de Jeunes est abrogé.

**Article 4.** - Le présent arrêté entre en vigueur à dater de sa signature.

Bruxelles, le 29 juin 2022.

V. GLATIGNY